

## LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE INTERPELLÉ

# Vent de fronde à Sonelgaz

**Les cadres syndicaux du secteur des industries électriques et gazières, affiliés à la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG) ont décidé de monter au créneau, pour revendiquer «la concrétisation des accords conclus au terme de la réunion de la commission paritaire de négociation du rang supérieur tenue les 15 et 18 avril 2010 entre le groupe Sonelgaz et la FNTIEG.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** A cet effet, les secrétaires généraux des syndicats et présidents de comité de participations de l'ensemble des filiales Sonelgaz représentant près de 80 000 travailleurs, réunis avant-hier, ont revendiqué la concrétisation des accords conclus entre les deux parties.

Ainsi, ils demandent la «révision de la prime de départ en retraite en élargissant l'assiette de référence, du montant de la

gratification au titre des médailles de travail et de mérite, en prenant une nouvelle référence autre que le salaire de base, le déplaçonnement de l'ancienneté (32 ans) au titre de l'IEP, la révision des modalités de calcul et de versement de la prime de rendement individuelle, l'indexation de l'indemnité de zone et autres indemnités sur le salaire de base et la concrétisation du dossier des travailleurs classés à la catégorie 15 et 14 ...).». Exprimant leur soutien indéfectible à la Fédération nationale des industries électriques et gazières et à sa tête le secrétaire général M. Telli Achour, la trentaine de secrétaires généraux des syndicats d'entreprise du groupe Sonelgaz ont demandé au ministre de l'Energie et des Mines son «intervention pour le règlement définitif du dossier de financement Sonelgaz et l'harmonisation de la rémunération (grille de salaire et régime indemnitaire du groupe Sonelgaz avec celle du groupe Sonatrach».

Les cadres syndicaux insistent par ailleurs, sur l'urgence de «la finalisation



Photo : Newpress

M. Youcef Yousfi, ministre de l'Energie et des Mines

du dossier VAE à (validation des acquis de l'expérience), la révision du dossier aide-énergie et la pérennité du fonds de retraite complémentaire, ainsi que la

régularisation du dossier cession de logements Sonelgaz au profit des travailleurs, etc.».

A. B.

## MÉDECINS RÉSIDENTS

# Durcissement du mouvement à partir de la semaine prochaine

**Le mouvement de protestation de trois jours, initié par le collectif des médecins résidents algériens, a pris fin hier. Ce dernier se réunira ce week-end, afin de décider des prochaines actions.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** La grève de trois jours des médecins résidents a été massivement suivie à l'échelle nationale, selon ses initiateurs. Leur mouvement a pris fin hier après un rassemblement au niveau du CHU Mustapha Pacha, à Alger, qui a regroupé l'ensemble des résidents des différents CHU de la capitale mais aussi ceux de Blida et de Tizi-Ouzou. Une réunion regroupant l'ensemble des délégués de médecins sur le territoire national est prévue pour ce week-end. Ces derniers définiront la

prochaine action de protestation. «Pour le moment, plusieurs options se présentent», ont indiqué les grévistes. Cependant, souligne-t-on, la grève illimitée semble inévitable. Le collectif des médecins résidents dénonce l'attitude du ministère de la Santé qui a instruit l'ensemble des directeurs de CHU afin de procéder aux défalcations sur salaire des grévistes. Ces intimidations sont, cependant, loin de les dissuader. «Nous avons demandé à ce qu'une ambulance de don de sang soit mise à notre disposition car, à chaque fois qu'il y aura une ponction sur salaire, nous ferons don de notre sang», indique-t-on.

Ces derniers rectifient encore une fois le ministre de la Santé et précisent qu'ils n'ont jamais refusé de travailler au Sud. Seulement, ils mettent des conditions, à

savoir que «des mesures incitatives devraient suivre». Selon ces délégués, un seul médecin au Sud ne peut assurer son travail correctement. «Il faut au moins 4 médecins spécialistes», proposent-ils. «Est-ce que c'est normal qu'on affecte un chirurgien dans des zones où il n'existe même pas de bloc opératoire ? Que pourra-t-il faire dans ce genre de conditions?», s'interrogent les manifestants. Et de conclure : «Nous sommes plus que jamais déterminés à recouvrer l'ensemble de nos droits légitimes et constitutionnels. Notre combat ne s'arrêtera pas, car il est juste.»

Les médecins résidents comptent saisir le président de la République pour demander la suppression du service civil.

S. A.

## ILS REFUSENT DE QUITTER LES ALENTOURS DE LA PRÉSIDENTENCE

# Les enseignants contractuels déterminés à arracher leur intégration

**Les enseignants contractuels poursuivent leur sit-in devant la Présidence, refusant de quitter les lieux sans une décision d'intégration.**

Les enseignants contractuels continuent de squatter les abords du palais d'El Mouradia, jour et nuit, ne comptant pas mettre fin à leur colère avant la satisfaction

de leur ultime revendication. Hier matin, un conseiller à la Présidence s'est adressé aux manifestants pour s'enquérir de leurs doléances. Selon Meriem Maarouf, prési-

dente du conseil national des enseignants contractuels, les protestataires ne reculeront qu'après une réponse favorable de la Présidence. «Nous n'attendons rien de la part de notre tutelle.

Son message est clair, mais nous gardons espoir en notre président pour solutionner notre problème.

En attendant, nous ne bougerons pas de notre place», a-t-elle indiqué. Depuis dimanche dernier, ils occupent la rue de Pékin pour demander leur intégration sans condition.

Ils n'ont reçu aucune réponse, hormis celle de leur tutelle leur rappelant que leur requête était «infondée». Une réponse qui est loin de désespérer les manifestants qui ont bravé le soleil et la pluie pour occuper un lieu, jusque-là interdit aux rassemblements.

D'ici la semaine prochaine, si aucune réponse n'était donnée à leur revendication, les enseignants contractuels entameront une grève de la faim.

S. A.

## ILS ORGANISENT UN SIT-IN AUJOURD'HUI DEVANT LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# Les diplômés en DEUA en colère

Les étudiants ayant obtenu un diplôme universitaire des études appliquées (DEUA) ont décidé d'organiser, aujourd'hui, un sit-in au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

La raison de leur grogne vient de la classification de leur diplôme. «Il est injuste qu'un diplômé DEUA (bac + 3) soit classé à la catégorie 6 alors que licencié LMD (bac + 3) est classé à la catégorie 11.

Nous demandons l'alignement en fonction du nombre d'années d'études après le bac», souligne-t-on. Ces étudiants s'interrogent «comment un universitaire soit classé à la même catégorie qu'un diplômé d'un centre de formation professionnelle.

Pis, alors que ces diplômés de la formation professionnelle ont des possibilités de promotion, les diplômés en DEUA, attestent les concernés, n'ont aucune possibilité d'accès à un poste supérieur. Pour y arriver, ces derniers devront poursuivre leurs études supérieures.

Une chose qui ne leur est pas permise. «Nous voulons avoir le droit au concours de master afin que nos diplômes soient reconnus par la Fonction publique», revendiquent ces étudiants qui interpellent leur ministre de tutelle.

S. A.

## LA CÉRÉMONIE A ÉTÉ ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI

# Hommage au journaliste Ali Younsi

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui a organisé, hier, une cérémonie en hommage au journaliste Ali Younsi, décédé subitement le 17 mars dans un accident de voiture. Mahrez Lamari, président du CNASPS, a tenu à saluer l'engagement de notre défunt confrère pour la cause sahraouie.

Un engagement reconnu également par le président de la RASD, Mohamed Abdelaziz, qui a adressé un message à la famille du défunt. De nombreux journalistes et des personnalités politiques ont salué la mémoire de Ali Younsi à travers des témoignages. Repose en paix, Ali.

Tarek Hafid